

CONFINEMENT ET PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ

Par Jean Blairon et Alice de Coorebyter

Dans une analyse précédente, nous nous étions interrogés sur la dimension anthropologique de la « crise » qu'a produite la pandémie de Covid-19 et du confinement qui a été adopté pour l'endiguer.

Plus précisément, nous avons voulu étudier le traitement de la situation qui était réalisé par les médias en général et un organe de presse écrite en particulier.

Dans les marges des articles publiés, nous avons de fait trouvé des matériaux qui, assemblés, pouvaient susciter des questions sur des dimensions vécues mais pour autant peu étudiées dans leurs transformations et leurs effets possibles : le rapport au temps, à l'espace, à la relation aux autres, soit des éléments essentiels, constitutifs d'une démocratie culturelle.

Dans cette analyse, nous voudrions, dans le même esprit et la même logique, interroger notre matériau en nous demandant quelle image il transmet, même indirectement, de **la manière dont notre société se produit**. Il s'agit d'une autre question majeure d'éducation permanente, puisqu'elle concerne la capacité des individus et des groupes à participer à cette action transformatrice.

Nous rappelons ici, en effet, à la suite des travaux d'Alain Touraine, que les sociétés modernes se caractérisent par une forte capacité d'action sur elles-mêmes : elles se construisent, se transforment, se perpétuent sans autre référence que celles qu'elles décident de se donner. Nulle volonté extérieure à ces sociétés qu'on peut qualifier de modernes, par exemple une supposée volonté divine, n'est désormais invoquée pour indiquer la direction que l'action de la société sur elle-même est supposée devoir emprunter.

Pour autant, l'action transformatrice de la société par elle-même n'est pas le fait du hasard : une manière de **modèle de société** constitue la référence et le guide d'une telle action. Nous nous trouvons là, évidemment, dans le registre de la construction et de l'abstraction : on ne trouve la définition explicite de pareil modèle dans aucun codex ni aucune loi.

Mais l'on peut dire, après analyse, que « tout se passe comme si » l'orientation suivie était descriptible.

Le caractère implicite – à construire – d'un tel « modèle » justifie d'autant plus que l'on s'en préoccupe : mieux vaut se construire une telle représentation, puisqu'elle est en quelque sorte performative ; ce qu'on peut dire de ce qui fait agir une société est aussi une force agissante.

Dans une période de crise, en outre, on ne peut exclure que ce qui guide l'action d'auto-production de la société peut aussi faire l'objet d'une action de transformation.

Nous procéderons pour cette investigation en cherchant des traces de ce niveau de préoccupations dans les articles publiés par le journal *Le Soir* entre le 16 mars et le 8 avril inclus, en les complétant d'autres si leur compréhension l'exige.

Nous chercherons, en les rassemblant dans une structure aussi cohérente que possible, à dégager des éléments de réflexion critique qui nous permettent d'interroger les composantes d'un éventuel modèle de société qui pourrait constituer une référence pour la production de la société **après la crise** : nombre d'observateurs et de responsables avancent en effet qu'il y aura un avant et un après la crise, que la crise nous aura changés¹.

1 Comme l'a proféré le président Macron dans son allocution du 13 avril, en s'incluant lui-même dans ce « nous » que la crise aura changés.

Y A-T-IL UNE QUESTION ?

Une première controverse oppose en effet ceux qui pensent que la crise provoquée par la pandémie ne pose aucune question sur le modèle de société dans lequel nous évoluons.

Cette position est illustrée le plus clairement par ce « tweet » de Georges-Louis Bouchez, le 29 mars :

La grippe espagnole et les grandes épidémies au Moyen Âge n'ont pas attendu la globalisation... Je pense qu'il faut arrêter de faire de grandes théories sur la fin du monde. C'est une fatalité qui ne dit rien de notre système.

Pour ceux-là, la mondialisation néo-libérale est somme toute considérée comme la « fin de l'histoire », pour reprendre ce raisonnement bien connu de Francis Fukuyama.

L'argument selon lequel les pandémies ne sont pas liées à ce qu'on appelle la mondialisation ne fait cependant pas l'unanimité. Boris Cyrulnik fait ainsi appel aux mêmes éléments historiques pour voir dans l'actuelle mondialisation une accélération problématique de tendances anciennes :

Alors, la mobilité, ça a été un grand progrès pour le commerce, que ce soit l'acheminement des aliments, la route de la soie ou le commerce des armes. Un bénéfique mais aussi, en même temps, un maléfique. Il va sans dire que le commerce des armes a facilité les guerres. Le commerce de la soie a facilité le confort et la beauté mais également la propagation de plusieurs épidémies de peste. Quand les gens revenaient de Syrie – à l'époque, on disait « Antioche » – ils chopaient des bacilles au Proche-Orient et ils les rapportaient à Marseille. Il y avait une énorme foire de la soie à Beaucaire. S'il y avait des morts dans le bateau, les marins étaient mis en quarantaine. Mais si on respectait la quarantaine, on ratait la foire et on perdait beaucoup d'argent. Donc, les gens ne la respectaient pas et, du coup, transmettaient le virus. Cela illustre le fait que ce qui déclenche tout, c'est la consommation et la mobilité. Et l'épidémie actuelle a été déclenchée par l'hyper-consommation et l'hyper-mobilité.²

Pour d'autres encore, comme Axel Kahn interrogé par W. Bourton, la crise provoquée par la pandémie révèle une face sombre de la mondialisation, que ses chantres n'ont pas vue, voulu voir ou ont occultée.

Les heures dramatiques que nous vivons posent question sur certains aspects de mondialisation... - C'est vrai. La conception de la « mondialisation heureuse », chère à Alain Minc, se heurte brutalement avec d'autres aspects de cette mondialisation qui sont absolument non heureux, et pas simplement le chômage ou la concurrence déloyale entre les pays à bas et à hauts coûts de production. Un phénomène mondialisé par essence qu'est une pandémie va constituer un élément extrêmement important de nature à accélérer la « démondialisation » sociale et politique du monde.³

S'IL Y A UNE QUESTION, QUELLE EST LA RÉPONSE PROPOSÉE ?

On peut évidemment se boucher les yeux face à un présent et un passé qui remettent en cause les évidences et les croyances jusqu'ici majoritaires.

Si on se refuse à le faire, on tombe sur une autre controverse : quelle solution apporter aux problèmes qui se manifestent (pour autant qu'on admette que les problèmes sanitaires en charrient et en révèlent d'autres) ?

Pour certains, il faut redémarrer aussi vite que possible le même modèle ; le président Trump a pu avancer par exemple qu'une récession économique ferait plus de morts que l'épidémie elle-même. La « relance » qui est envisagée se fonde alors sur deux choix implicites :

- c'est l'économie qui dirige le monde : elle constitue à elle seule le véhicule qui le mène ;

2 W. Bourton, « Entretien avec Boris Cyrulnik : 'Il faudra se remettre à vivre, mais pas comme avant' », in *Le Soir*, 31/03/2020.

3 W. Bourton, « Entretien avec Axel Kahn : 'Cette pandémie va accélérer la démondialisation sociale et politique du monde' », in *Le Soir*, 24/03/2020.

- il n'y a d'économie que « capitaliste avancée », même si on viole allégrement les règles que l'on prétendait respecter dans ce cadre (comme l'orthodoxie budgétaire qui impose aux Etats de ne pas s'endetter excessivement) :

*Pour financer ces mesures, les Etats-Unis n'auront évidemment pas d'autre choix que de creuser leur déficit budgétaire, alors que ce dernier aurait déjà dû atteindre le montant record de 1.015 milliards de dollars pour l'exercice 2020. « Revient à grande vitesse la nouvelle théorie monétaire, qui dit qu'il n'y a pas de limite à la capacité d'endettement des Etats », analyse Etienne de Callatay. « Il suffit d'aller chercher de l'argent à la Banque centrale. On ne considère plus que dépasser un certain seuil d'endettement public devient mauvais en termes de performances de croissance. Ce qui fait de la croissance, c'est du laxisme, de l'expansion budgétaire. C'est un héritage intellectuel de la crise de 2008. De plus, on constate que ça fait un certain temps que les banques centrales achètent des obligations d'Etat et ça n'a pas l'air de créer de l'inflation, ni de pousser à la hausse les taux d'intérêt, deux maladies que l'on pensait, par le passé, associées aux dérives budgétaires. Dans ces conditions, la nouvelle théorie monétaire dit : toute dette est finançable par la Banque centrale, donc il n'y a pas de limites. Tous les économistes ne sont pas convaincus par cette théorie, mais ce plan s'inspire clairement de l'idée qu'il n'y a pas de long terme si on ne se préoccupe pas du court terme ».*⁴

La capacité des économistes à changer ce qu'il faut changer pour que tout continue comme avant peut paraître très élevée. On se souvient des volte-face spectaculaires d'un Bruno Colmant à propos des intérêts notionnels qu'il avait conçus. Mais si les tenants de cette discipline peuvent abjurer facilement leurs credos les plus fermement proclamés, il est une croyance sur laquelle ils ne semblent pas revenir : c'est d'être les détenteurs exclusifs de la vérité du monde en train de se faire.

Jean-François Kahn, dans une chronique, remarque ces volte-face surprenantes :

En France, la réforme du système des retraites, celle de l'assurance chômage, sont mises au rancart. Des libre-échangistes nous somment de fermer les frontières ; les libéraux s'indignent que des grandes entreprises puissent encore distribuer des dividendes ; tout le monde sait que l'on va devoir réinventer des impôts sur les riches ; les chantres de la société ouverte exigent qu'on renforce les barrières qui séparent non seulement les Etats, mais les citoyens et les familles ; les intégristes de la libre circulation sont déchaînés contre la mondialisation des échanges et les disciples affirmés de Tocqueville reparlent de nationalisations.

La lecture de la presse de droite procure, à cet égard, une infinie jouissance : c'est à qui pourfendra avec le plus de vigueur les méfaits du néolibéralisme, les aberrations de la « société de marché », l'obsession capitaliste de la recherche du profit maximum, le recul de l'Etat (eh oui, même le recul de l'Etat !), le délitement du collectif sous la poussée des égoïsmes et des individualismes, la priorité donnée aux secteurs marchands sur les services publics...

Quant aux médias de gauche, ils ont découvert l'existence de quartiers hors règle républicaine, les plus foncièrement libertaires en appellent au renforcement des disciplines collectives et à une aggravation des sanctions frappant les conduites inciviles, alors que les adversaires de toute contrainte normative exigent une généralisation drastique des enfermements.

Mais il estime qu'elles pourront être suivies d'autres changements de cap (pour revenir à la case départ) :

Sauf que les véritables changements d'orientation passent d'ordinaire par une esquisse d'autocritique : « Oui, confronté au réel, j'ai changé d'avis, je le reconnais, je confesse au moins de légères erreurs d'analyse ou d'appréciation... ! »

Là, rien. Absolument rien.

*Virage à angle droit, mais sans aucun retour sur soi.*⁵

4 B. Padoan, « Conjoncture - Un plan à 2.000 milliards de dollars pour tenter d'immuniser l'économie américaine », in *Le Soir*, 26/03/2020.

5 J.-F. Kahn, « Tout fout le camp ! Tant pis, tant mieux ou danger ? », *Le Soir* du 31/03/2020.

Bertrand Henne, quant à lui, est plus circonspect :

Nous ne savons pas encore aujourd'hui l'ampleur du traumatisme que va laisser le Coronavirus dans nos sociétés. Nous ne savons pas encore comment cette expérience va transformer ou non notre vision du monde, notre rapport à la santé, à la vie, à l'Etat.

Mais il est certain déjà qu'il va falloir nous engager dans un vaste débat de société. Il nous faudra répondre ensemble à la question : dans quel monde voulons nous vivre ? Voulons nous vivre le plus possible comme avant, mais en étant mieux préparé aux pandémies, en gérant mieux les risques ? Ou est-ce que nous devons vivre autrement ? Se remettre en cause de manière plus radicale ?

(B. Henne, https://www.rtbf.be/info/dossier/chroniques/detail_coronavirus-politique-ou-fatalite-bertrand-henne?id=10470328)

CONTINUER À CHANGER, CHANGER EN CONTINUANT ?

Illustrons cette dernière controverse par un exemple concret.

Le 4/04, la chaîne LCI diffuse le documentaire *L'Adieu à Solferino*, qui revient sur la débâcle du parti socialiste français. L'analyse rétrospective que livre Jean-Christophe Cambadélis, son Premier Secrétaire, met en cause explicitement, pour expliquer la chute du parti, le postulat que gouverner, c'est réformer, c'est-à-dire enchaîner les réformes (même si celles-ci risquent de produire des effets délétères ; pour les tenants du postulat, mieux vaut une réforme hasardeuse que pas de réforme du tout).

« Changer pour que tout continue » inclut ce postulat.

Par rapport à la crise sanitaire que nous traversons, nous retrouvons une semblable controverse par rapport aux « réformes ».

Si certains, comme le syndicaliste Laurent Berger, demandent purement et simplement l'abandon de réformes contestées comme la réforme des retraites⁶, d'autres prônent la continuation du mouvement de « réforme », même lorsqu'elle est loin de faire l'unanimité.

Ainsi de la proposition d'instaurer une « allocation universelle ».

Pour Philippe Defeyt, la crise en cours est un révélateur. Elle offre aussi et surtout l'occasion d'harmoniser le système. Vers plus d'égalité, en supprimant la dégressivité des allocations de chômage pour tous les chômeurs ou en prenant en compte le droit passerelle pour la pension des indépendants. Il recommande également d'harmoniser l'indemnisation en fixant un même taux et un même montant de base pour l'ensemble des régimes : chômage, chômage temporaire forcé, droit passerelle.

(...)

Plus largement, la crise du coronavirus et les aides diverses accordées par les pouvoirs publics confortent Philippe Defeyt dans sa défense de l'allocation universelle. Soit un revenu de base octroyé à l'ensemble de la population sur une base individuelle, sans contrôle des ressources ni exigence de contrepartie. « Ce revenu, l'Etat aurait pu l'augmenter pour tout le monde durant cette crise, de façon quasi instantanée. »

Cette proposition de réforme « technique », qui « faciliterait » les aides accordées par l'État continue cependant à ne pas répondre à deux objections massives : le risque, en l'introduisant, de déstructurer la sécurité sociale dont on mesure aujourd'hui toute l'importance ; le caractère inutile d'une allocation qui serait « universelle », alors que les inégalités s'accroissent, nous y reviendrons.

L'après Covid pose donc crûment la question de cette propension à réformer qui identifie la politique à ce que Cambadélis appelle « la réformite », où la « modernisation » est souvent synonyme de régression et de déstructuration.

⁶ Et que dire de ce qu'il en est chez nous d'une série de « réformes » portées par la majorité fédérale précédente...

UN NOUVEAU MODÈLE DE MODÈLE ?

Les controverses dont nous avons suivi les traces montrent qu'il existe bien des débats sur le modèle de société qui guide l'action de la société sur elle-même.

Nous pouvons dire qu'un tel modèle est un modèle agissant dans la mesure où il va peser sur les choix des acteurs qui sont en conflit pour définir la direction à suivre.

Mais, pour autant, il ne faut pas « mettre un savant dans la machine » en posant que la tentative de construction d'un tel modèle se trouve explicitement et telle quelle dans la tête des acteurs. Un modèle explicatif reste explicatif ; les raisons qu'il prête aux acteurs en disant « tout se passe comme si... » doivent assumer leur statut de construction - et d'hypothèse.

Il en va au fond d'un tel « modèle de développement » comme d'un concept : l'un comme l'autre permettent de poser « **des problèmes concrets nouveaux ou de les poser autrement.** »⁷

Ainsi, le concept de « modèle de développement » permet d'identifier diverses dimensions de l'action de la société sur elle-même. Sans entrer dans des développements théoriques qui dépasseraient de loin le cadre de cette analyse⁸, nous pouvons rappeler que, selon Alain Touraine, il est structuré par un conflit central qui oppose des acteurs qui s'accordent sur une orientation et s'opposent sur son interprétation : les acteurs ont identifié une ressource centrale pour la société, l'interprètent différemment, revendiquent leurs contributions respectives à sa production, réclament les rétributions qui sont liées à cet apport.

Cette logique nous permet de poser que le modèle actuel n'est pas seulement caractérisé par la transformation de la consommation (l'hyper-consommation et l'hyper-mobilité selon Cyrulnik) – il comprend aussi un mode de production (la délocalisation systématique, le « zéro stock, zéro délai, zéro déchet », par exemple, dont nous voyons tragiquement les effets aujourd'hui) ; il n'est pas seulement économique, il est aussi culturel (la logique de production, par exemple, est liée à une forme de néo-management qui a pénétré les services publics, a produit une individualisation de la relation salariale et une concurrence de tous contre tous – dont nous constatons dans cette crise le caractère inopérant).

Cette conception du « modèle de développement » a certainement permis de décrire avec beaucoup de force la dynamique des sociétés industrielles où les maîtres du travail et la classe ouvrière ont pu s'accorder sur une représentation du Progrès, mais se sont opposés sur la ressource centrale qui permet la mobilisation (« le capital, c'est aussi nos bras ») et sur la répartition des fruits de la croissance.

On sait qu'Alain Touraine explique les transformations de nos sociétés par un changement de paradigme (un paradigme « culturel » remplace l'ancien paradigme « social » décrit dans le paragraphe précédent), ce qui le conduit à tenter de définir une nouvelle ressource centrale, de nouveaux acteurs en conflit⁹ – les acteurs du paradigme ancien, comme les syndicats, étant jugés obsolètes... Les attributs de « central » et de « successif » permettent de comprendre le modèle qui guide la définition du modèle de développement chez cet auteur, à tel point qu'on a pu lui reprocher de poursuivre sans fin la recherche des nouveaux acteurs de ce nouveau conflit central :

« Cette recherche du mouvement social n'a guère réussi, malgré les efforts des sociologues tourainiens, à « faire apparaître sur les terrains les plus divers le nouveau mouvement social qui jouera demain le rôle central que le mouvement ouvrier a occupé dans la société industrielle. »¹⁰

7 G. Deleuze et F. Guattari, *Qu'est-ce que la philosophie ?*, Paris, Minuit, 1991.

8 Alain Touraine parle de « système d'action historique », concept qui comprend lui-même plusieurs dimensions.

9 D'une façon simplifiée : les individus s'opposent à des forces impersonnelles (les marchés, la guerre) au nom de leur liberté à se créer eux-mêmes (soit une revendication prioritaire de droits culturels, d'où l'hypothèse d'un paradigme culturel désormais central).

10 J.-P. Le Goff, *La France morcelée*, Paris, Gallimard, 2008, p. 110. Jean-Pierre Le Goff cite un ouvrage d'Alain Touraine de 1978 *La Voix et le Regard*. En poursuivant l'analyse de l'œuvre de Touraine, il remarque « Alain Touraine est ainsi amené à faire jouer aux mouvements écologistes, féministes, homosexuels, anti-racistes, lycéens... le rôle de nouvelles avant-garde sociales et culturelles dans la mutation du monde que nous vivons. » (p. 111).

Ce constat pousse sans doute à interroger, à la lumière de cette crise sanitaire, le modèle théorique qui est utilisé pour définir le « modèle de développement ». Il s'agit d'une controverse en quelque sorte en amont de celles que nous avons identifiées jusqu'ici. On pourrait la formaliser comme suit : ce modèle est-il central ou transversal ? Les paradigmes (politique, social, culturel) se succèdent-ils ou sont-ils simultanés ?

Question qui n'est pas que théorique, mais aussi pratique : les débats qui portent effectivement sur le modèle de développement mobilisent par exemple des acteurs différents si on cherche à composer un modèle de développement au départ de thématiques transversales à des combats sociaux, culturels et politiques.

On peut d'ailleurs se demander si le « pacte démocratique » proposé par Alain Touraine lui-même dans son ouvrage *Défense de la modernité* paru fin 2018 ne nous conduit pas dans cette direction.

« A cet égard, il y a une erreur à ne pas commettre en ce moment : définir le problème comme lié à la nécessaire défense de l'environnement ; car il s'agit, surtout, d'accroître notre confiance dans notre propre capacité à agir rationnellement et démocratiquement, conformément à ce qu'a toujours été l'esprit de la modernité. »¹¹

Cet accroissement de la confiance en notre capacité d'agir suppose selon l'auteur un « pacte démocratique » nouveau qui repose sur trois piliers :

- « l'intégration la plus massive possible de la population dans la société et le monde nouveaux, une population dotée de droits fondamentaux le plus possible élargis, et des exclusions très limitées » ;
- un mode d'intervention de l'État dans « les trois branches principales de l'innovation sociale que sont la recherche, l'éducation et la santé publique » ; « dans tous les cas, il s'agit de transformer des « administrations » en instruments d'une participation sociale clairement affirmée comme un objectif majeur » ;
- la « défense du travail, qui est plus que la lutte contre le chômage »¹².

En tout cas, il est frappant de constater que de nombreuses traces de ces thématiques transversales sont présentes dans le matériau que nous avons dépouillé. Nous les présentons de manière très ramassée ici.

LA PRISE EN COMPTE DES INÉGALITÉS

est très présente dans le matériau, qu'il s'agisse de comparer les systèmes de santé de différents pays ou de mettre en lumière les différences de condition qui affectent ceux qui doivent subir le confinement ou s'y adapter : questions liées au genre, mais aussi questions sociales, de revenus, de logement (sans parler des questions éducatives, comme l'accès aux cours virtuels ou la situation particulière des enfants et des jeunes en difficulté ou en danger) :

« Les retombées du coronavirus peuvent être pires pour les femmes que pour les hommes. » Ce n'est pas une association féministe qui le dit, mais le Forum économique mondial, rejoignant en ce sens une publication de la revue scientifique britannique The Lancet, qui pointe les « effets genrés de la crise », que vient à nouveau de rappeler ONU Femmes. Tous disent la même chose : d'une part, les secteurs de première ligne face au virus sont largement constitués de travailleuses, et, d'autre part, la fermeture des écoles et des services risque de retomber davantage sur les femmes, en raison de la répartition inégalitaire du soin et des tâches à la maison.¹³

11 A. Touraine, *Défense de la modernité*, Paris, Seuil, 2018, p. 335.

12 Les phrases entre guillemets sont tirées du livre d'A. Touraine *Défense de la modernité*, op.cit., pp. 328-329.

13 E. Blogie, « Les femmes en première ligne face au coronavirus », in *Le Soir*, 25/03/2020.

Les ministres de la Lutte contre la pauvreté, Nathalie Muylle, et de l'Intégration sociale, Denis Ducarme, ont mis sur pied une « Task Force groupes vulnérables », a annoncé ce dernier mercredi en commission mixte des Affaires sociales et de l'Economie de la Chambre. « Avec cette nouvelle task force, nous voulons mieux cerner les problèmes des personnes vulnérables en ces temps de corona. En unissant nos forces avec les régions, les experts et la société civile, nous voulons obtenir un tableau aussi complet que possible », indique Nathalie Muylle (CD&V). « La Task Force 'groupes vulnérables' aura pour objectif de dresser une analyse précise de la situation et de mettre en place de nouveaux outils pour améliorer encore davantage l'accompagnement et le soutien des bénéficiaires dans ce contexte difficile », souligne le ministre Ducarme (MR).¹⁴

On peut s'étonner tout de même du manque de relais, dans ce corpus, de la « task force urgence sociale » mise en place par le gouvernement wallon le premier, avec l'appui du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté, sur un modèle d'ailleurs bien moins technocratique que le modèle fédéral évoqué ci-dessus, qui est composé de trois étages distincts où les associations ne jouent qu'un rôle très secondaire¹⁵: on passe à côté de l'enjeu majeur de « transformation des 'administrations' en instruments d'une participation sociale clairement affirmée », évoquée supra dans la citation d'Alain Touraine.

LE MODE D'INTERVENTION DE L'ÉTAT

fait ainsi lui-même l'objet d'un réexamen, en lien direct d'ailleurs avec le thème précédent.

La crise survient dans un contexte déjà très inégalitaire. Cela fait 40 ans qu'on cède au marché un certain nombre de services anciennement publics. On a cru qu'on créerait plus de croissance en marchandisant des services essentiels qui ne l'étaient pas alors : l'éducation, la santé, la gestion des déchets, de l'eau... Ces privatisations ont-elles créé plus de prospérité pour les classes populaires et moyennes, comme cela avait été promis pour les justifier ? Pas franchement. Rien ne démontre l'efficacité de cette politique économique qu'on a appelée le néolibéralisme sur les classes populaires et moyennes. Au contraire, on a vu l'explosion de la richesse des 1 % les plus nantis, alors que les revenus se sont tassés au bas de la pyramide sociale. C'est particulièrement vrai aux Etats-Unis ; l'Europe a su contenir ces inégalités car elle n'a pas suivi entièrement le mouvement.

(...)

Un contexte de base plus inégalitaire et une crise qui va renforcer ces inégalités. Voilà deux raisons qui justifieraient le retour de politiques publiques visant à davantage niveler les revenus et les richesses.

(...)

Ce qu'on voit dans différents pays européens – ces concerts d'applaudissements et de casseroles pour applaudir les soignants – va à l'encontre de l'idée qu'on met toujours trop de ressources dans le service public et que celui-ci n'est pas assez efficace. En réalité, on se rend compte il n'a pas assez de ressources mais qu'il est très efficace avec ce dont il dispose.¹⁶

Le retour d'un État régulateur est prôné par certains ; le caractère technocratique ou non de la gestion publique étant par contre très peu évoqué, comme nous venons de le remarquer.

Il faut quitter le tout au marché, qui a montré son incapacité à gérer une situation de crise. Heureusement que l'Etat a pu intervenir ! Il convient donc de lui redonner une place, et pas juste pour jouer les pompiers comme en 2008, mais pour réguler, pour être acteur. Redonner une place aussi au non-marchand, à la solidarité.¹⁷

14 Belga, « Une Task force interfédérale pour les groupes vulnérables mise sur pied », www.plus.lesoir.be, 08/04/2020.

15 Cf. le communiqué de presse du 19 mars 2020 du gouvernement wallon, <https://gouvernement.wallonie.be/files/%255BCP%255D%20-%20Lancement%20de%20la%20task%20force%20d'urgence%20sociale.pdf>.

16 M. De Muelenaere, « Entretien avec Lucas Chancel : 'Il va falloir utiliser des politiques taboues jusqu'ici' », in *Le Soir*, 02/04/2020.

17 M. Dubuisson, « Jean-Marc Nolle : 'Il faut mettre en place un bouclier social' », in *Le Soir*, 06/04/2020.

LA DÉFENSE DU TRAVAIL

Enfin, la crise que nous vivons redonne une centralité au travail comme « monde » à part entière : dans la ligne des travaux d'Hannah Arendt, Jean-Pierre Le Goff et Danièle Linhart notamment, le travail est vu de nouveau pour les travailleurs comme une occasion de vivre une utilité sociale, de déployer une créativité partiellement autonome, d'exercer une socialité libre. Nous sommes évidemment au plus loin du projet d'une allocation universelle comme aux antipodes de la manière dont le néo-management instrumentalise le travail par différentes techniques d'assujettissement et d'exploitation, quoi qu'il en dise¹⁸.

C'est évidemment patent pour les travailleurs de la santé, qui ont alerté depuis longtemps sur les ravages d'une approche managériale et néo-libérale de celle-ci.

Le sous-financement des soins de santé ces dernières années, la politique du robinet fermé, a mis un tiers des hôpitaux dans le rouge, les infirmiers ne sont pas assez nombreux et ils subissent une norme belge qui est en dessous de la moyenne européenne. C'est une situation bien connue : ils ont voulu alerter le public, on les a vus manifester depuis un an avec les blouses blanches et, un an plus tard, on doit bien constater qu'ils avaient raison ! (...) Tous les soirs, il y a des gens qui nous applaudissent. Je voudrais simplement leur dire qu'on « fait le job », notre job. Nous le faisons avant le Covid, avec autant de conscience, d'application et d'implication, et nous nous efforçons de le faire le mieux possible pendant cette crise, ainsi que nous le ferons après le Covid. Mais il va falloir tirer des leçons de cette crise-ci. C'est lorsqu'on risque de la perdre qu'on se rend compte à quel point la santé est le plus important et qu'on ne peut lésiner sur les moyens pour assurer la santé de tous. J'espère que l'avenir nous dira qu'on a tiré les leçons de cette crise et que... je n'aurai plus jamais à vivre ça.¹⁹

Et cet autre témoignage nous sort d'une logique techniciste (et économique) qui a trop longtemps prévalu :

Nous appelons les familles tous les jours, parfois à des moments émotionnellement compliqués, et nous prenons le temps d'expliquer la maladie, les soins, de s'assurer qu'ils ont bien compris... puis nous leur demandons comment ils vont, ce qu'ils ressentent. On renoue ainsi un lien privilégié avec la famille, et nous devenons le fil entre chaque patient et sa famille. (...) Le fait de vivre à la fois avec des patients sédatisés et d'être loin des familles nous a permis de nous rendre compte à quel point l'humain était précieux dans notre pratique quotidienne.²⁰

Mais pour plus d'un auteur, le changement de regard ne touche pas que le travail dans le secteur de la santé ; il est bien plus général :

La crise révèle également l'importance d'un acteur du système productif que des décennies de chômage massif avaient relégué au dernier rang : le travailleur. « On s'aperçoit en effet que le capital tout seul ne suffit pas », reconnaît Dominique Meda. « Il faut des travailleurs pour l'utiliser et permettre la production... C'est très intéressant de le redécouvrir : c'est bien la figure du travailleur qui redevient centrale. On s'aperçoit que c'est l'économie réelle qui compte, que ce sont des ressources bien réelles dont nous avons besoin pour vivre, des aliments, des médicaments... Et cela nous conduit évidemment à une réflexion sur ce que sont les vrais besoins et ce que doit être une économie capable de les satisfaire. » « Cette crise met en évidence la valeur du travail sur l'échiquier de l'entreprise », admet Anne-Sophie Collard. « Mais de là à dire que ce sera durable... La crise financière de 2009 mettait en question le fonctionnement des banques. Mais de là à penser qu'on a tout changé pour autant... » (...)
« un grand nombre de personnes vont se rendre compte des fonctions du travail, de la manière dont il structure nos vies, reste une norme sociale, permet les contacts », estime Dominique Meda.²¹

18 Nous en donnons un exemple à propos d'un métier dont on semble redécouvrir aujourd'hui l'importance, le métier d'enseignant, qu'une série de réformes n'arrête pas de déstructurer, cf. J. Blairon, « pacte d'excellence et néo-management », <https://www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2018m09n2.pdf>.

19 S. Joachim, « Carnet de bord d'une intensiviste : 'Trop peu d'infirmiers, trop peu de matériel, je commence à avoir des doutes' », in *Le Soir*, 31/03/2020.

20 S. Joachim, « Carnet de bord d'une intensiviste : 'Nous devenons le fil d'humanité entre chaque patient et sa famille' », in *Le Soir*, 09/04/2020.

21 P. Lorent, « Le boulot, un concept bousculé par le lockdown », in *Le Soir*, 04/04/2020.

Ce dernier exemple montre bien le caractère simultané des paradigmes : les propos de D. Méda correspondent en tous points au paradigme social qui ne semble pas si épuisé que d'autres veulent le dire. Par contre, la dimension culturelle (individualisation, technicisation, instrumentalisation, concurrence, pouvoir total versus sens du travail, autonomie relative et créatrice des travailleurs) n'est guère évoquée dans notre matériau au-delà des témoignages du personnel soignant. L'emprise du néo-management risque pourtant bien d'être un point-clé dans le modèle de développement qui sera in fine prégnant dans l'« après-crise ».

CONCLUSION

En analysant notre corpus, nous nous sommes demandé si la question du modèle de développement qui représente l'action de transformation de la société par elle-même y est évoquée.

Tel est bien le cas.

Nous avons tenté de structurer les traces de ce niveau de questionnement en tentant d'identifier et de définir des controverses présentes dans le corps social aujourd'hui et auxquelles on ne pourra que se confronter demain.

Le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont nombreuses et qu'elles sont vives.

Pour certains, ce qui se passe ne questionne même pas notre modèle de société ; la réponse apportée à la crise s'écartèle entre la relance massive du modèle antérieur et sa remise en cause. Sur le plan politique, la réformite continue d'agiter certains esprits, tandis que d'autres en appellent à un changement de cap.

Plus profondément encore, les traces que nous avons cherché à assembler dans un tout structuré et structurant nous ont paru de nature à interroger en quelque sorte le « modèle du modèle » selon lequel une société peut être décrite comme agissant sur elle-même.

Nous avons en particulier questionné la question de la centralité éventuelle d'un modèle de développement et son unicité (lorsque l'on pose qu'un modèle en remplace d'office un autre qui est épuisé).

Même un sociologue comme Alain Touraine, partisan de la centralité et de l'unicité tendancielle du modèle de développement propose aujourd'hui des réponses qui semblent s'écarter de ces choix. Les trois priorités qu'il met en avant ont des échos nombreux dans les prises de position d'aujourd'hui : la lutte contre les inégalités, le rôle de l'État, la défense du travail. Pour autant, les conflits qui traversent ces dimensions en quelque sorte transversales sont très tendus et ils le seront sans doute encore bien davantage demain, imposant aux acteurs de lutter contre la fragmentation s'ils veulent diminuer la domination extrême qu'ils en sont venus à subir.



Pour citer cette analyse

Jean Blairon et Alice de Coorebyter, « Confinement et production de la société », *Intermag.be*, RTA asbl, avril 2020,
URL : www.intermag.be.